

Burundi : Le général Alain-Guillaume Bunyoni condamné à la perpétuité

@rib News, 08/12/2023 â€“ Source AFP L'ancien tout-puissant Premier ministre du Burundi, Alain-Guillaume Bunyoni, a été condamné par la Cour suprême à une peine de prison à perpétuité. Cette peine intervient notamment pour avoir renversé le gouvernement et avoir menacé la vie du président.

"L'ancien Premier ministre est condamné à la prison à perpétuité pour les sept crimes qui lui étaient reprochés, dont un complot contre le chef de l'État pour renverser le régime constitutionnel, une tentative d'assassinat du chef de l'État, des attentats, l'outrage au chef de l'État et au Premier ministre ou encore l'atteinte à la sécurité intérieure de l'État", a déclaré une source judiciaire, sous le couvert de l'anonymat. Le général Alain-Guillaume Bunyoni, devenu Premier ministre en juin 2020, avait démissionné de ses fonctions en septembre 2022, quelques jours après que le président Evariste Ndayishimiye eut annoncé des velléités de "coup d'État". Il a aussi été condamné pour l'instabilité et la déstabilisation de l'économie. La Cour a ordonné la confiscation de quatre maisons et bâtiments lui appartenant, ainsi qu'une parcelle de terrain et 14 véhicules, selon cette même source. Le tribunal a suivi les réquisitions du parquet qui avait réclamé la perpétuité lors du procès qui s'est tenu devant la Cour suprême du Burundi siégeant dans une salle de la prison centrale de Gitega (dans le centre), la capitale politique du pays, où il est détenu. M. Bunyoni avait été arrêté en avril 2023 dans la capitale économique, Bujumbura, à la veille de son 51e anniversaire. Lors du procès qui s'était ouvert il y a trois mois, le général Bunyoni avait plaidé non coupable de tous les chefs d'accusation et demandé sa relaxe pure et simple, en invoquant "un manque de preuves" pour écarter l'accusation. Il était jugé aux côtés de six coaccusés. Cinq d'entre eux, parmi lesquels le colonel de police Désiré Uwamahoro, cadre du Service national de renseignement (SNR), Destino-Samuel Bapfumukeko, ont été condamnés à des peines allant de trois à quinze ans de prison, selon la source judiciaire ; le ministre public avait requis trente ans. Le sixième coaccusé, un chauffeur, a été acquitté. Alain-Guillaume Bunyoni était de longue date considéré comme le véritable numéro deux du régime et le chef de file des durs parmi les généraux œuvrant dans les coulisses du pouvoir. Il avait été auparavant ministre de la Sécurité publique (2007-2011, puis 2015-2020). Evariste Ndayishimiye a pris la tête du Burundi en juin 2020, après la mort soudaine de Pierre Nkurunziza. Si la communauté internationale a salué une certaine ouverture du pays depuis son arrivée au pouvoir, une commission d'enquête de l'ONU affirmait en septembre 2021 que la situation concernant les droits humains restait « désastreuse » au Burundi.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});